

Lettre personnelle du duc de Praslin à Desroches, le 15 mars 1770

Médiatheque des Ursulines à Quimper. Fonds Du Dresnay Des Roches, cote Q12 A I (vol. 3/15)

Le ministre fait ici référence à une lettre écrite par Desroches à Dumas son prédécesseur, lettre datée du 29 août 1769, présentée sur la base documentaire.

Versailles ce 15 mars 1770

Je réponds par cette lettre, Mon cher chevalier, à celle que vous m'avez écrite de votre main le 4 septembre dernier, au sujet des propositions qui vous ont été faites par Ayder-Aly-Kan. J'approuve votre marché et la manière dont vous lui avez répondu ; il ne faut pas donner d'ombrage aux Anglais avec qui nous sommes en paix et que nous voulons conserver pour amis. Mais cette disposition n'empêche pas d'avoir des alliés ; ils nous en donnent l'exemple en Asie et en Europe, [chaque] puissance a les siens. Aujourd'hui ce nabab est en paix avec les Anglais, ainsi il n'y a aucuns inconvénients à lui fournir toutes les marchandises d'Europe qu'il demande, et la liberté du commerce donné à tout le monde. Par la suspension du privilège de la Compagnie, on donnera de grandes facilités pour lui fournir tout ce qu'il pourra demander. Il est important de ménager ce nabab pour la suite, et de le tenir dans la défiance de ses ennemis, et dans la confiance qu'il pourrait trouver en nous de puissantes ressources dans l'occasion.

J'espère que les forces qui sont à présent à l'Isle de France nous feront respecter en Asie, et que le nom français y reprendra son ancienne considération. Il ne faut pas manquer de faire sonner très haut, et même d'exagérer dans l'Inde les forces qui sont aujourd'hui dans cette colonie. Je ne les trouve cependant pas encore suffisantes, et je m'étais proposé de les augmenter cette année, mais vous m'en ôtez absolument les moyens par la dépense excessive qui se fait à l'Isle de France. Tout ce que je puis faire c'est d'entretenir ce qui y est, et même je serai obligé de tout abandonner si vous ne trouvez pas le moyen de diminuer cette dépense. Le sort de la colonie et même de l'Asie est dans vos mains. Si vous diminuez votre état de dépense, je vous soutiendrai et même je vous augmenterai, mais autrement je remettrai ce département à M. le Contrôleur général, et cette cession a été au moment de se faire. Ce que je vous dis est possible.

Vous avez écrit une lettre à M. Dumas qui en a distribué mille copies. Elle est pleine d'éloges excessifs. Je ne sais ce qui a pu vous porter à écrire une pareille lettre, qui a fait un mauvais effet, et qui est la critique du gouvernement qui n'aurait pas dû rappeler un gouverneur d'un si grand mérite. Je vous prie, chevalier, de ne plus écrire de pareilles lettres, et en tout il faut qu'un homme en place soit fort circonspect dans ce qu'il écrit, et qu'il n'ait de correspondance qu'avec ses amis et les gens à qui il a véritablement affaire.

Adieu, mon cher chevalier, comptez toujours sur mon amitié, et soyez sûr que je prends le plus vif intérêt à vos succès et à tout ce qui vous regarde.

Vous avez chargé de vos paquets M. de Beauvais. Il en est arrivé qu'ils me sont parvenus plus tard que par envoi ordinaire, et qu'il en a coûté une gratification à un chef. Je vous prie dorénavant de n'en charger que le capitaine du vaisseau qui me les enverra par la poste, ou par un courrier extraordinaire si les circonstances exigent célérité.

* * *